



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la légalité et de la citoyenneté
Bureau des collectivités locales**

Affaire suivie par : Marion PETILLAULT-ROYER

Blois, le **06 JUIL. 2021**

Contact : 02.54.81.55.67

marion.petillault-royer@loir-et-cher.gouv.fr

Le préfet de Loir-et-Cher,

à

PJ: 1

Mesdames et Messieurs les Maires du département de Loir-et-Cher,
Mesdames et Messieurs les présidents des EPCI,
Mesdames et Messieurs les présidents des syndicats mixtes,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Monsieur le Président du Centre départemental de gestion de la Fonction publique territoriale de Loir-et-Cher,
Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Centres intercommunaux d'action sociale,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Centres communaux d'action sociale.

Objet : Circulaire préfectorale relative aux modalités d'octroi d'autorisations spéciales d'absence dans la fonction publique territoriale pour la vaccination contre la Covid-19

Alors que la situation sanitaire s'est considérablement améliorée grâce à l'effet conjugué des mesures de freinage, des efforts de chacun et de la politique vaccinale conduite par le Gouvernement, la circulation de nouveaux variants de la Covid-19 requiert la plus grande vigilance et invite à accélérer l'effort national de vaccination.

Afin d'accompagner cet effort, vous êtes invités à faciliter la vaccination de vos agents et celle de leurs enfants de plus de 12 ans, en particulier en leur accordant des autorisations spéciales d'absences (ASA) pour le temps strictement nécessaire de l'accomplissement de cette démarche. Les modalités d'octroi de ces ASA ont été détaillées par la circulaire en date du 5 juillet 2021, en pièce jointe, relative aux ASA dans la fonction publique de l'État pour la vaccination contre la Covid-19.

En vue d'assurer la mise en œuvre de ces recommandations, vous pourrez utilement vous référer à la foire aux questions, régulièrement mise à jour, relative à la prise en compte dans la fonction publique territoriale de l'évolution de l'épidémie de Covid-19 (modalités de gestion applicables aux personnels) accessible sur le site de la direction générale des collectivités locales (<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/covid-19-toutes-nos-informations>).

Mes services se tiennent à votre disposition pour répondre à vos éventuelles interrogations.

Le préfet de Loir-et-Cher,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HAUPTMANN

En communication : Mesdames les sous-préfètes, Madame la présidente de l'Association des Maires de Loir-et-Cher, Monsieur le président de l'Association des maires ruraux de Loir-et-Cher.



Circulaire du 5 juillet 2021

relative aux autorisations spéciales d'absence dans la fonction publique de l'Etat pour la vaccination contre la Covid-19

NOR : TFPF2120695C

La situation sanitaire s'est considérablement améliorée ces derniers mois grâce à l'effet conjugué des mesures de freinage, des efforts de nos concitoyens et de la politique vaccinale conduite par le Gouvernement, permettant l'assouplissement progressif des dispositifs mis en place.

La stratégie vaccinale déployée par le Gouvernement contre la Covid-19 vise à remplir deux objectifs de santé publique : faire baisser les formes graves de la maladie et la mortalité ; éviter la saturation du système hospitalier.

Si plus de la moitié de la population française adulte a désormais reçu au moins une première dose de vaccin contre la Covid-19, la circulation de nouveaux variants du virus requiert la plus grande vigilance et invite à accélérer l'effort national de vaccination.

Les employeurs publics de l'Etat sont invités mettre en place les conditions destinées à faciliter la vaccination des agents placés sous leur autorité, en particulier en leur accordant des autorisations spéciales d'absence (ASA) pour le temps strictement nécessaire à l'accomplissement de cette démarche.

1. Absence pour vaccination contre la Covid-19 organisée *par l'employeur* et absence pour vaccination effectuée *en dehors* du cadre professionnel

1.1. La vaccination peut être organisée *directement* par l'employeur, avec les professionnels de santé intervenant habituellement auprès des agents, ou bien confiée par l'employeur à un prestataire réalisant des opérations de prévention en milieu professionnel.

La vaccination effectuée dans ce cadre s'opère sur le temps de travail de l'agent et ne donne pas lieu à récupération.

1.2. Les chefs de service octroient une autorisation spéciale d'absence aux agents qui sont vaccinés *en dehors* du cadre professionnel (dans un centre de vaccination, auprès d'un médecin généraliste, etc.), pendant la durée strictement nécessaire à l'accomplissement de cette démarche et sous réserve de présentation d'un justificatif de rendez-vous vaccinal.

2. Absence au travail en raison d'effets secondaires importants liés à la vaccination contre la Covid-19

Les chefs de service réservent une issue favorable aux demandes de placement en autorisation spéciale d'absence formulées par les agents qui déclarent des effets secondaires importants après avoir été vaccinés contre la Covid-19.

L'agent public transmet à son employeur une attestation sur l'honneur qu'il n'est pas en mesure de travailler pour ce motif.

Cette autorisation spéciale d'absence peut être accordée le jour et le lendemain de la vaccination.

3. Absence au travail pour accompagner son enfant de plus de 12 ans à un rendez-vous vaccinal

Pour faciliter la vaccination des enfants, une autorisation spéciale d'absence peut être accordée aux agents qui accompagnent leurs enfants de plus de 12 ans à leurs rendez-vous vaccinaux, pendant la durée strictement nécessaire à cette démarche et sous réserve de présentation d'un justificatif de rendez-vous vaccinal.

Afin de déployer au mieux ce dispositif d'autorisations spéciales d'absences accordées pour favoriser la vaccination contre la Covid-19, je souhaite que vous le fassiez largement connaître des agents placés sous votre autorité et que vous puissiez, dans la mesure du possible, assurer un suivi global du nombre d'ASA accordé.



Nathalie COLIN